

Rapports incestueux - DSK, Blair, Geithner, Rubin : de la politique à la finance

mercredi 10 décembre 2014, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 9 décembre 2014).

Le lien étroit entre les gouvernants et le grand Capital n'est plus dissimulé. À la tête de plusieurs gouvernements, placés à des postes ministériels importants ou à la présidence de la BCE, se trouvent des hommes directement issus du monde de la haute finance, à commencer par la banque d'affaires Goldman Sachs. Certains hommes politiques de premier plan sont récompensés par un poste dans le secteur privé une fois qu'ils ont accompli leurs bons offices pour le grand Capital. Ce n'est pas nouveau, mais le phénomène devient plus visible et s'amplifie rapidement. On peut parler de véritables vases communicants et transparents.

DSK

Le socialiste français Dominique Strauss-Kahn (DSK), ministre de l'Économie et des Finances à la fin des années 1990, puis directeur général du FMI (2007-2011), est devenu en 2013 président du conseil d'administration du Groupe Anatevka, rebaptisé « Leyne, Strauss-Kahn and Partners, Compagnie Financière » (LSK), pour y développer une activité de banque d'affaires internationale. Depuis qu'il a dû démissionner de la direction du FMI en 2011 en raison d'accusations d'agression sexuelle, DSK conseille différents gouvernements étrangers, notamment la Serbie et le Soudan du Sud, et plusieurs entreprises, telles que la Banque russe de développement des régions, la *Russian Direct Investment Fund*, la *National Credit Bank* et un consortium de banques marocaines. LSK, anciennement Anatevka Compagnie Financière, compte une centaine d'employés répartis dans six pays (Luxembourg, Belgique, Monaco, Israël, Suisse, Roumanie) dont plusieurs sont des paradis fiscaux notoires. Coup de théâtre le 23 octobre 2014, Thierry Leyne, l'associé de DSK à la tête de LSK, se suicide à Tel Aviv. DSK a déclaré par la suite : « *Thierry Leyne avait monté une compagnie financière qui faisait essentiellement de la gestion d'actifs. Il n'y avait pas de département de banque d'affaires. Je devais la créer en la centrant sur le conseil aux gouvernements et accessoirement aux entreprises* ». Il ajoute que Leyne « *avait contracté une série d'emprunts excessifs* » et avait « *une réputation contrastée* ».

DSK affirme qu'il a été attiré par le fait que l'homme d'affaires « *avait fait dans le passé de très belles opérations, des entreprises qu'il avait créées et très bien revendues à de grandes banques* ». Interrogé par l'AFP sur la présence d'argent sale dans certaines sociétés du groupe LSK, l'ancien chef du FMI déclare : « *pas à ma connaissance* » [1]. Dominique Strauss-Kahn avait quitté la présidence de LSK trois jours avant le suicide de son associé. Le 3 octobre 2014, la justice luxembourgeoise avait condamné en référé le groupe LSK, sa filiale Assya et son principal actionnaire Thierry Leyne à payer 2 millions d'euros à l'assureur Bâloise-Vie Luxembourg, qui réclamait depuis juillet 2014 le remboursement de titres du groupe LSK qui étaient dans son portefeuille.

Début novembre 2014, la société LSK fait publier un bref communiqué pour annoncer qu'elle est dorénavant en cessation de paiement, dont voici un extrait : « *Après la disparition tragique de Thierry Leyne, président en exercice, les membres du conseil d'administration de la société LSK ont découvert des engagements supplémentaires au sein du groupe dont ils n'avaient pas connaissance et qui aggravent sa situation financière délicate. (...) Le conseil d'administration a constaté que ces*

nouvelles informations remettaient en cause la continuation de la société LSK, dont le crédit est irrémédiablement compromis. Par voie de conséquence, il a décidé de procéder à la déclaration de cessation des paiements de la société. » [2] Le 7 novembre 2014, le tribunal de commerce de Luxembourg a prononcé la faillite de la société. DSK et Leyne avaient notamment pour projet de lancer le DSK Global Fund, un *hedge fund*, qui devait spéculer sur les devises, les *commodities* et les taux d'intérêt [3]. Ce fonds spéculatif voulait réunir 2 milliards de dollars récoltés en priorité auprès d'investisseurs de pays émergents, y compris la Chine.

Contrairement aux apparences, ce qui précède n'est pas issu du scénario d'un nouveau film d'Oliver Stone prolongeant *Wall Street*, du film *Le retour du loup de Wall Street* de Martin Scorsese ou encore du film *Le Capital* de Costa-Gavras [4]. Il s'agit de faits survenus en 2014 dans le capitalisme réel. Il est vrai qu'ils n'ont pas fait la *une* des journaux télévisés et des quotidiens.

Tony Blair

Premier ministre du Royaume-Uni de 1997 à 2007, Tony Blair a bien réussi dans les affaires. On estimait en 2013 qu'il avait accumulé une fortune de 30 à 60 millions de livres sterling en se spécialisant dans le *trading*. Il dirige un ensemble de petites sociétés réunies dans un même immeuble de cinq étages, à Grosvenor Square, au cœur des quartiers diplomatiques de Londres. Une centaine de personnes y disposent d'un bureau, parmi lesquelles l'ancien directeur de la banque d'investissement Barclays Capital, David Lyons, qui dirige Firefush Ventures, la branche financière de ce que tout le monde appelle désormais la « Tony Blair Inc ». Parmi les collaborateurs de Blair, on compte également un ancien cadre de Lehman Brothers et un autre provenant de JP Morgan. D'ailleurs, Tony Blair préside le Conseil international des conseillers de JP Morgan [5] ! Par ailleurs, Tony Blair fait d'excellentes affaires avec l'Arabie saoudite [6] et a créé plusieurs fondations... philanthropiques bien sûr ! [7]

Last but not least, il multiplie les déclarations en faveur de l'Union européenne [8].

Tim G et Robert R

De l'autre côté de l'Atlantique, Tim Geithner, l'ex-ministre des Finances de Barack Obama, est devenu président en 2013 de Warburg Pincus, une banque d'affaires à Wall Street.

Avant lui, Robert Rubin, ancien ministre des Finances du président Bill Clinton, avait rejoint la direction de Citigroup en 1999 après avoir fait abroger la même année le *Glass Steagall Act* (ce qui a permis la naissance de Citigroup !). Citigroup lui a versé, entre 1999 et 2008, 166 millions de dollars sous forme de rémunérations diverses et variées [9].

On le voit, les passerelles sont nombreuses entre la politique et la haute finance. Et elles sont souvent grassement rémunérées...

Éric Toussaint

P.-S.

* <http://cadtm.org/DSK-Blair-Geithner-Rubin-de-la>

* Éric Toussaint, docteur en sciences politiques, porte-parole du CADTM international, est membre du conseil scientifique d'ATTAC France. Il est auteur des livres *Bancocratie*, Aden, 2014,

<http://cadtm.org/Bancocratie> ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010.

Notes

[1] Voir : *Les Échos*, « Affaire LSK : DSK charge son associé », publié le 30 octobre 2014, <http://www.lesechos.fr/finance-marches/gestion-actifs/0203900048430-dsk-jai-probablement-perd-u-mon-investissement-dans-lsk-1059132.php?BTJptf2ykSdHzOjH.99>

[2] *Le Monde*, « LSK, l'ancien fonds d'investissement de DSK, se déclare en cessation de paiements », publié le 5 novembre 2014, http://www.lemonde.fr/argent/article/2014/11/05/lsk-l-ancienne-societe-financiere-de-dsk-se-declare-en-cessation-de-paiements_4518706_1657007.html

[3] *Financial Times*, « Strauss-Kahn to launch fund », 21 mars 2014.

[4] http://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Capital_%28film%29

[5] *Financial Times*, « Fine dining for Dimon at the Palace », 23-24 novembre 2014.

[6] <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2827263/Blair-signed-secret-contract-Saudi-oil-firm-promising-41-000-month-slice-deals-helped-broker.html> consulté le 2 décembre 2014

[7] Voir le site officiel de Tony Blair qui met en avant ses bonnes œuvres : <http://www.tonyblairoffice.org/>

[8] Voir son interview « sur » France Inter : <http://www.franceinter.fr/emission-le-79-tony-blair-sortir-de-lunion-europeenne-ce-serait-un-desastre-pour-mon-pays>

[9] Voir à ce propos Damien Millet et Éric Toussaint, *La Crise, quelles crises ?*, Aden, 2009, chapitre 4, p. 58-59.-